La Solidarité

Respectable Loge, Thélème, Orient de Paris, Région 14

Mots-clefs : Solidarité

En préambule rappelons que la solidarité est l'un des piliers de notre engagement maçonnique, elle est rappelée au début de chaque tenue par l'énoncé de l'article 1 de notre Constitution et, en cette période particulièrement grave et exceptionnelle, il est de notre devoir de préserver la force et l'équilibre de nos institutions. Nous sommes tous des Hospitaliers, il nous appartient, dans le cadre du Livre Blanc entrepris à Thélème comme dans celui mis en place par les instances du GODF, d'inventer, de chercher sans cesse à améliorer notre travail, tant du point de vue relationnel qu'administratif. Parler de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) en France, c'est aussi établir un bilan chiffré. Nous nous sommes appuyés sur des chiffres publiés qui sont facilement contrôlables :

- 222 331 établissements employeurs
- 2,384 millions de salariés
- 10,5% de l'emploi salarié français
- 14% de l'emploi privé
- 63 milliards d'euros de masse salariale

Et plus spécifiquement, par familles juridiques :

- 27250 coopératives qui emploient 308 252 salariés
- 8 368 mutuelles qui emploient 1 853 083 salariés
- 185 145 associations qui emploient 1 853 083 salariés
- 1 568 fondations qui emploient 85 771 salariés

Les entreprises de l'ESS présentent un visage atypique dans l'économie française non seulement dans leur fonctionnement interne mais également dans leur finalité ; dirigée vers l'intérêt général à la gestion démocratique où le partage des bénéfices avec les actionnaires n'est pas prioritaire et ou par conséquent l'emploi résiste mieux à la crise qu'ailleurs.

Ce sont des entreprises différentes qui emploient :

- 11% dans la santé
- 19% dans l'enseignement
- 27% dans les arts et spectacles
- 31% dans la finances et assurances
- 51% dans les sports et loisirs
- 61% dans l'action sociale

Un secteur ancré dans les territoires.

La Covid-19 nous agresse tous, où que nous vivions dans le monde, riches ou pauvres. Cependant, dire cela ne signifie pas qu'il nous affecte tous de la même façon. Les pays entrent en compétition pour les mêmes ressources en quantité encore limitée, qu'il s'agisse des masques, des tests diagnostiques, des respirateurs ou, potentiellement, des traitements et bientôt les vaccins. Il n'est pas difficile de deviner qui sortira gagnant d'une telle compétition en l'absence d'une régulation mondiale et d'une mise en commun des financements. La crise sans précédent à laquelle l'humanité fait face requiert une solidarité mondiale sans précédent. Elle exige une réponse d'urgence. Mais elle doit aussi nous inciter à jeter les bases d'un monde plus solidaire et plus résilient face aux défis, qui devra dépasser les équilibres anciens pour impliquer davantage les grands acteurs émergents, la Chine évidemment, mais aussi l'Inde, la Russie, l'Amérique latine et l'Afrique. Des ressources financières considérables seront durablement nécessaires pour préserver notre santé et nos économies. Il nous faudra pour cela des instruments globaux qui nous protègent tous, où que nous vivions,

auxquels les pays contribueraient selon leurs possibilités et dont chacun pourrait bénéficier selon ses besoins. Plutôt que de continuer à penser de tels investissements comme de "l'aide", pensons-les comme des investissements dans un bien public mondial. De tels investissements auraient trois objets. En premier lieu, répondre à l'urgence immédiate pour produire et distribuer les équipements protecteurs, les outils diagnostiques et les traitements disponibles, à l'échelle des besoins de tous les pays, dans les prochains mois. En second lieu, investir dans le développement de tests simples à utiliser, de nouveaux traitements et d'un vaccin, qui devront, au vu de l'urgence sanitaire, être à des prix accessibles pour en garantir l'accès universel. Enfin, et surtout, il nous faudra soutenir les pays à ressources limitées dans la reconstruction de leurs économies et de leurs systèmes de santé dans la sortie de l'épidémie, afin d'assurer leur capacité à se préparer aux prochaines vagues épidémiques qui ne manqueront pas de survenir.

La solidarité mondiale peut-elle être le seul antidote possible à la Covid-19. Nous croyons qu'il est important de dépasser le cadre national.

Est-il possible d'envisager un autre monde après la pandémie :

Le monde entier a élevé au rang de héros de nouveaux visages, ce ne sont plus les stars et vedettes que l'on applaudit mais des travailleurs en blouse blanches qui travaillent au quotidien pour sauver des vies. Il y a aussi celles et ceux qui ont su faire face pour assurer notre sécurité alimentaire, commerçants, employés, agriculteurs, c'est une pause que nous vivons et qui appelle réflexion. Il y a-t-il un nouvel élan de solidarité, sommes-nous capables de nous transformer, l'avenir nous le dira. Les entreprises sociales et solidaires remplissent leur rôle et proposent un partage de compétence, certaines entreprises réinventent leur modèle.

La quête d'utilité s'est affirmée, des plateformes de bénévolat atteignent des centaines de milliers de d'inscrits ; localement des distributeurs s'organisent, des commerces de proximité fleurissent dans des lieux où souvent seules figuraient des grandes enseignes. Nous pourrons assister à une mise en avant de petits commerces au sein même des grandes enseignes, des projets prennent corps. Les attentes des consommateurs envers les entreprises grandissent, elles sont puissantes et capables d'entamer une transition sociale et solidaire.

Pour éviter le décrochage scolaire des bénévoles souvent enseignants à la retraite prennent des jeunes issus de milieux défavorisés. Toutes les classes sociales ont été touchées en exacerbant les inégalités. Le confinement fut une période difficile, que nous n'avons pas vécu de la même manière. La pression sur les personnes à risques et les plus de 65 ans ont été vécues comme un signal d'inégalité, ces personnes avaient le sentiment qu'ils ne maitrisaient plus leur propre vie. Pour beaucoup ce fut intolérable, sans parler des personnes en EHPAD qui furent doublement confinées car privées de la visite de leur famille.

Il est indispensable de composer davantage avec l'intérêt général. Cette crise sanitaire aura fait vaciller les plus grands empires, fait douter les sociétés les mieux équipées, fragiliser les états les plus développés, bouleverser nos idéologies et nos modes de vie. Le monde demain sera-t-il le même ? Il est trop tôt pour le dire. Quoi qu'il en soit, il convient d'élever la solidarité au même rang que la liberté et l'égalité. La France doit être moteur dans ce nouveau combat, car nous Francs-maçons, nous portons en nous ces valeurs. De cette solidarité peux naitre une société d'engagement, la solidarité doit être élevée au rang de loi, ce n'est plus un choix c'est une obligation. Il y a aussi beaucoup d'enjeux économiques, qui devront mis en place, les entreprises auront un rôle essentiel à jouer, il inconcevable d'opposer public et privé, nous sommes tous des partenaires ; des grandes entreprises ont déjà engagées leurs meilleures ressources pour faire face car il faudra de l'argent. Créer une assemblée constitutionnelle de la solidarité qui rendra des comptes au citoyens, mettre en place des outils de d'analyses et de comparaisons, la solidarité ne se vit pas de la manière, que l'on soit habitant d'une grande ville ou habitant de région rurale, les priorités ne sont pas les mêmes, la qualité des soins, l'offre médicale sont différents. Il y aura des choix à faire, des priorités à envisager, le premier souci des citoyens est principalement d'avoir un service de santé efficace et solidaire.

Ces préoccupations majeures doivent prises en compte par les dirigeants, l'entreprise y travaille, l'état investi beaucoup d'argent dans la sécurité sanitaire, il est de notre devoir de citoyen de respecter l'autre, de se voir dans l'autre.

Qu'on se le dise, c'est donc la solidarité qui nous sauvera.